

Déclaration du groupe CGT du CESC à la séance plénière du 2 décembre 2014.

Hausse de la TICPE pour 2015. La CGT votera contre cette augmentation et condamne les propos du président du conseil exécutif. Les « tartempions » maintiennent leurs déclarations.

Le 18 novembre, le CESC était convié à une session à Corté afin de donner son avis sur la proposition de l'exécutif de majorer la part régionale de la TICPE. Cette convocation faisait suite à une saisine du président du conseil exécutif. (courrier du 6 novembre adressé au président du CESC). Au cours de la séance du 18 novembre, la CGT a fait part de son opposition à cette majoration de 2,5 centimes par litre. Nous avons fait ensuite connaître notre position à la presse.

Dès que notre position fut rendue publique, l'ensemble des éléments figurant sur le site internet du CESC fut effacé. Bug informatique ou intervention politique !! Chacun se fera une idée.

Après contact avec l'administration du CESC les documents ont été remis sur le site.

Mais on n'avait pas encore tout vu ou plutôt tout entendu. Dans le journal télévisé Corsica Sera, le président Giacobbi s'en est pris violemment à la CGT nous traitant de « tartempion ». Dans un communiqué il continue caractérisant notre communiqué « d'infondé ».

Le débat sur la fiscalité et les moyens budgétaires est un sujet sérieux et même déterminant pour la vie quotidienne des Corses. La CGT n'entend pas alimenter des polémiques stériles ; pour autant nous n'acceptons pas d'être calomniés alors que les faits sont établis.

Le rapport du président de l'exécutif ainsi que le projet de délibération sont clairs. Il y est écrit ceci. « **Les marges de manœuvre dont dispose notre collectivité sont très réduites et la modulation de la TICPE constitue une ressource indispensable à notre budget** ».

Plus loin il est de nouveau mentionné ceci. « **Afin de permettre à notre collectivité de préserver ses moyens d'action.....il est proposé de mettre en œuvre la modulation des tarifs de la TICPE** ». On ne peut être plus clairs.

Dans son communiqué le Président de l'Exécutif affirme que pour activer cette modulation un vote aurait du intervenir avant le 30 novembre 2014. **Alors pourquoi la session du 4 décembre prévoit bien à son ordre du jour le vote de cette augmentation ?.**

La CGT, son groupe au CESC n'acceptent pas d'être traités par le mépris par le président de l'Exécutif. Sur la question fiscale et la lutte contre la vie chère, la CGT tient un discours clair et formule des propositions qu'elle soumet au débat dans le respect des positions de chacun.

Nous continuerons de porter nos revendications notamment dans la période actuelle où les politiques d'austérité s'accompagnent de cadeaux fiscaux pour les plus aisés et de sacrifices pour les plus modestes.

Pour conclure, la CGT se félicite d'avoir contraint le président de l'exécutif à retirer sa proposition d'augmenter les taxes sur l'essence ;

« tartempion » vous salue bien M Giacobbi.



Une nouvelle fois et de façon massive, le personnel renouvelle sa confiance à la CGT.

Du 24 au 27 novembre 2014, les agents actifs et inactifs d'EDF/GDF, étaient appelés à élire leurs représentants au Conseil d'Administration de la CMCAS de Corse.

Avec 1128 voix sur 1513 suffrages exprimés, la CGT obtient 19 sièges sur 24 et conforte sa place de 1^{ère} Organisation Syndicale.

Ce résultat permet à la CGT un gain la faisant progresser de 17 à 19 sièges (+2) et lui donne 75% des suffrages exprimés.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que le taux de participation était supérieur à 85%, ce qui témoigne de la confiance et du fort attachement du personnel actif et inactif à ses activités sociales et à la CGT.

La CGT remercie les 1128 agents qui lui ont renouvelé leur confiance.

Pour info :

Le STC obtient 183 voix, La CFE CGC 121 voix, FO 40 voix, La CFDT 41 voix

Chômage record en Octobre . En Corse comme au plan national. Il faut sans délai changer de Cap politique.

C'est malheureusement sans surprise et avec même une forme de fatalisme morbide que la dernière progression du chômage vient d'être publiée.

Toutes catégories confondues c'est près de 5 millions de personnes au plan national et 25000 en Corse qui sont privés totalement ou partiellement d'emploi. Le gouvernement a beau jeu de culpabiliser les chômeurs les accusant de « ne pas chercher activement du travail » la réalité est bien différente. Tous les secteurs d'activité perdent des emplois. (industrie, commerce, bâtiment). Comme la CGT le prévoyait, les milliards de cadeaux au patronat avec le CICE sans contre partie, la faiblesse des salaires (y compris de gel depuis 2010 dans la fonction publique) la poursuite d'une politique d'austérité, conduisent à ce résultat.

En Corse, même si le taux du chômage se situe dans la moyenne nationale, (autour de 10%) la progression sur 1 an est du double. (+11,8% en Corse ; +5,6 moyenne nationale).

Pour la CGT, au-delà des décisions nationales et Européennes qui ont bien sûr un impact sur l'emploi en Corse, l'attitude du patronat Corse et de la CTC n'arrange pas les choses. Les plans sociaux à Air France, demain peut être la liquidation de la SNCM, les fraudes manifestes sur les travailleurs détachés, les aides publiques sociales et fiscales aux entreprises Corses sans contrôle... Autant de facteurs propres à la Corse qui plongent des dizaines de milliers de familles Corses dans l'angoisse voir le désespoir.

Plus que jamais la CGT appelle à un vaste rassemblement des salariés retraits et demandeurs d'emploi. Refusons de subir bas salaires, chômage et vie chère.

Exigeons du gouvernement et de l'exécutif de la CTC une vraie politique économique sociale ; cessons les débats institutionnels stériles et trompeurs qui au mieux n'apporteront rien et même risquent de pénaliser la majorité des Corses.



Bref compte rendu du Comité Général de l'USR 2 et 3 décembre à Montreuil

Les attaques gouvernement/medef contre la sécurité sociale semblent n'être qu'au début d'un processus qui ne va aller qu'en empirant.

L'objectif du medef est bien de s'accaparer les milliards que détiennent les régimes de protection sociale.

La prochaine loi sur la santé de Mari-sol Touraine même si elle a l'intérêt d'exister, reste très en retrait de ce qu'il faut faire. Elle parle aujourd'hui de refondation de la sécu... et pourquoi pas la sécu sous la coupe des ARS. Comme quoi, nous avons eu raison de rappeler au colloque de Corte l'opposition de la CGT aux ARS.

Il est nécessaire de revenir avec les jeunes générations sur les fondamentaux de la protection sociale et comment élargir ce débat. Il faut également poser le problème des mutuelles !!!

Sur le déficit de la manif du 3 juin (117.500€), quelques erreurs d'appréciation. Une vente de foulards aux revenus non maîtrisés. Une notion de solidarité perdue entre les UFR, USR et l'UCR ?

Les grandes initiatives pour 2015

- 120 ans de la CGT. une initiative par mois dont la 1^{ère}, le 28 janvier à Montreuil avec une place particulière pour l'UCR.
- Le 3 mars « la place des femmes retraitées dans le syndicalisme » avec la participation de syndicalistes espagnoles et italiennes.
- Participation pour la 1^{ère} fois de l'UCR au salon des séniors à Paris.
- 7 au 12 Avril Assemblée Générale de LSR
- 2 juin 4^{ème} colloque de l'UCR à Lyon.
- 5 novembre rencontre des diffuseurs de Vie Nouvelle.
- Propositions d'initiatives régionales.
- On fêtera les 120 ans de la CGT en chansons avec l'UCR.

Sur l'actualité

La baisse des adhérents nécessite un plan de syndicalisation en direction des Unions fédérales pour syndiquer les nouveaux retraités. Possibilité d'avoir les futurs retraités cgt par cogétise.

Recruter des retraités non syndiqués en particulier les anciens salariés agricoles.

La situation internationale est marquée par de nombreux conflits. Reconnaissance de la Palestine par la France.

Pensions et pouvoir d'achat en baisse. Actualiser notre revendication d'augmentation 400€.

Suivre les négociations AGIRC/ARCO.